

COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE

FCP de droit français

SOMMAIRE

p. 3 Caractéristiques de l'OPC

Présentation de l'OPC
Changements intervenus et à venir

p. 8 Rapport de gestion

Environnement économique
Marchés financiers
Politique de gestion et perspectives
Performances et informations sur l'OPC
Informations réglementaires
Frais et fiscalité

p. 23 Rapport du Commissaire aux Comptes

p. 24 Comptes de l'exercice

Bilan Actif
Bilan Passif
Comptes de résultat

P. 28 Annexe aux comptes annuels

Règles et méthodes comptables
Affectation des sommes distribuables
Évolution de l'actif et compléments d'information
Inventaire

P. 48 Rapport ESG - Article 29 de la Loi Energie Climat (LEC)

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'OPC

Société de gestion	COVÉA FINANCE SASU 8-12 rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris
Commercialisateur	COVÉA FINANCE SASU (Entité du groupe COVÉA) 8-12 rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris
Dépositaire et conservateur	CACEIS BANK 1-3 place Valhubert - 75013 Paris Établissements en charge de la centralisation des ordres de souscription et rachat : CACEIS BANK 1-3 place Valhubert - 75013 Paris Etablissement en charge de la tenue des registres des actions (passif de l'OPC) CACEIS BANK 1-3 place Valhubert - 75013 Paris
Commissaires aux comptes	Pricewaterhouse Coopers Audit 63 rue de Villiers 92200 NEUILLY SUR SEINE
Déléataire de la gestion administrative comptable	CACEIS FUND ADMINISTRATION Société anonyme, entité spécialisée du groupe CACEIS Siège social : 1-3 place Valhubert 75013 Paris

INFORMATIONS CONCERNANT LES PLACEMENTS ET LA GESTION

Pour plus de détails, le prospectus complet est disponible sur le site web de la société : www.covea-finance.fr

- La valeur liquidative est disponible auprès de Covéa Finance sur le site www.covea-finance.fr. Elle est publiée dans la presse financière.
- Le prospectus, les rapports annuels et les derniers documents périodiques sont adressés gratuitement dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur adressée à : Covéa Finance, 8-12 rue Boissy d'Anglas – 75008 Paris / courriel : communication@covea-finance.fr.

INFORMATIONS CLÉS POUR L'INVESTISSEUR

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

COVÉA PROFIL EQUILIBRE

Code ISIN Part C : FR0010395608

FCP géré par COVÉA FINANCE, société de gestion
du Groupe COVÉA

Objectifs et politique d'investissement

L'OPCVM a pour objectif de chercher à obtenir, sur un horizon d'investissement moyen terme (3 à 5 ans), une performance supérieure à celle de l'indice composite, composé à 30% de l'indice MSCI Euro, à 35% de l'indice FTSE MTS Eurozone Government Bond IG 5/7 ans, et à 35% de l'€STR capitalisé.

L'OPCVM est un fonds profilé à dominante en produits de taux d'intérêts.

Dans un premier temps, l'équipe de gestion s'appuie sur les Perspectives Economiques et Financières (« PEF ») qui présente en moyenne trois fois par an les scénarios macro-économiques par zone ou par pays (taux de chômage, inflation, croissance du PIB, taux d'intérêt) retenus par la société de gestion ainsi que sur les conclusions des comités de gestion mis en place par la société de gestion notamment dans le cadre de la sélection de titres en direct. Dans un deuxième temps, l'équipe de gestion sélectionne, dans le cadre du Comité Multigestion, ses investissements parmi différents OPC y compris ceux de la société de gestion.

L'OPCVM sera exposé aux marchés de taux dans une fourchette comprise entre 40% et 100% de l'actif net (via des titres en directs et des OPC) et de 0 à 50% de l'actif net aux marchés actions via des titres en directs et des OPC. Les investissements en actions d'entreprises de petites et moyennes capitalisations seront limités à 20% de l'actif net et à 10% maximum aux marchés actions des pays émergents.

Le fonds sera investi dans une fourchette comprise entre 20% et 100% de l'actif net en parts ou actions d'organismes de placement collectif de droit français ou européens dont les fonds indiciels cotés (ETF) dont :

- 0 à 50% maximum de l'actif net en OPC actions
- 40 à 100% maximum de l'actif net en OPC obligataires et monétaires et monétaires court terme
- 0 à 20% maximum de l'actif net en OPC sans critères de classification
- 0 à 30% maximum de l'actif net en OPC indiciels cotés ;

L'OPCVM pourra avoir recours aux actions ou parts d'OPCVM français ou étrangers dans une limite de 100% de l'actif net et aux parts ou actions de FIA de droit français ou d'autres pays de l'Union européenne respectant

les 4 critères définis par l'article R214-13 du Code monétaire et financier dans une limite de 30 % de l'actif net.

L'OPCVM pourra investir jusqu'à 30% de l'actif net en actions en direct de sociétés de tout type de capitalisation et à hauteur de 25% maximum de l'actif net en obligations internationales publiques ou privées, en titres de créances à court terme ou en instruments du marché monétaire de notation minimale « BBB- » (Agence Standard & Poor's ou équivalent Moody's ou Fitch ou de notation jugée équivalente par la société de gestion). Le portefeuille de l'OPCVM peut être investi, via les OPC, dans des titres de catégorie « Haut Rendement » (notation inférieure à BBB- Standard & Poors ou équivalent Moody's et Fitch ou de notation jugée équivalente par la société de gestion) dans une limite maximale de 10% de l'actif. La fourchette de sensibilité des instruments de taux sera comprise entre 1,25 et 9. Les marchés d'intervention sont mondiaux et portent sur des titres libellés dans des devises de l'OCDE.

L'OPCVM pourra avoir recours à des instruments des marchés financiers à terme réglementés ou organisés, français et/ou étrangers, ou de gré à gré, de type futures (dont futures sur indices de matières premières dans une limite d'exposition maximale de 15% de l'actif net), options, swap et change à terme, dans une limite d'engagement de 100% de l'actif net dans un but de couverture et/ou d'exposition aux risques actions, taux, crédit, change, volatilité, et matières premières.

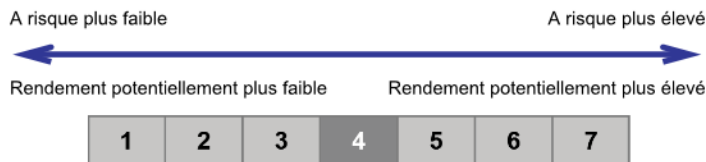
L'intégration des risques de durabilité n'est pas pertinente pour ce fonds pour lequel les données extra-financières des OPC sous-jacents ne sont pas systématiquement disponibles.

Le résultat net et les plus-values réalisées nettes de l'OPC seront systématiquement réinvestis pour la part "C".

Les ordres de souscription et de rachat sont centralisés auprès de Caceis Bank chaque jour ouvré (J) avant 13h. Ils sont exécutés quotidiennement sur la base de la valeur liquidative calculée le surlendemain (J+2) à partir des cours de clôture du jour de souscription/rachat (J) et datée de J.

Cet OPC pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 3 ans.

Profil de risque et de rendement



Le niveau de risque de l'OPCVM reflète le risque des marchés de taux et actions sur lesquels le fonds est exposé respectivement à hauteur de 100% maximum et de 60% maximum de l'actif.

Les données historiques utilisées pour le calcul du niveau de risque pourraient ne pas constituer un indicateur fiable du profil de risque futur du fonds. La catégorie de risque associée à votre fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps. La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Les risques importants pour l'OPC non pris en compte dans cet indicateur sont les suivants :

Risque de crédit : Il représente le risque éventuel de dégradation de l'émetteur et le risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à ses remboursements, ce qui induira une baisse du cours du titre et donc de la valeur liquidative du fonds.

Risque de contrepartie : Il correspond au risque de pertes encourues en raison de la défaillance d'un intervenant de marché ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles et à honorer ses engagements. Cette défaillance peut faire baisser la valeur liquidative du fonds. Ce risque découle des opérations de gré à gré conclues avec les contreparties.

Risque lié à l'utilisation d'instruments dérivés : L'utilisation d'instruments dérivés peut augmenter ou réduire la capacité d'amplification des mouvements de marché du portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut faire baisser la valeur liquidative de votre portefeuille.

INFORMATIONS CLÉS POUR L'INVESTISSEUR

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

COVÉA PROFIL EQUILIBRE

Code ISIN Part D : FR0000445058

FCP géré par COVÉA FINANCE, société de gestion
du Groupe COVÉA

Objectifs et politique d'investissement

L'OPCVM a pour objectif de chercher à obtenir, sur un horizon d'investissement moyen terme (3 à 5 ans), une performance supérieure à celle de l'indice composite, composé à 30% de l'indice MSCI Euro, à 35% de l'indice FTSE MTS Eurozone Government Bond IG 5/7 ans, et à 35% de l'€STR capitalisé.

L'OPCVM est un fonds profilé à dominante en produits de taux d'intérêts.

Dans un premier temps, l'équipe de gestion s'appuie sur les Perspectives Economiques et Financières (« PEF ») qui présente en moyenne trois fois par an les scénarios macro-économiques par zone ou par pays (taux de chômage, inflation, croissance du PIB, taux d'intérêt) retenus par la société de gestion ainsi que sur les conclusions des comités de gestion mis en place par la société de gestion notamment dans le cadre de la sélection de titres en direct. Dans un deuxième temps, l'équipe de gestion sélectionne, dans le cadre du Comité Multigestion, ses investissements parmi différents OPC y compris ceux de la société de gestion.

L'OPCVM sera exposé aux marchés de taux dans une fourchette comprise entre 40% et 100% de l'actif net (via des titres en directs et des OPC) et de 0 à 50% de l'actif net aux marchés actions via des titres en directs et des OPC. Les investissements en actions d'entreprises de petites et moyennes capitalisations seront limités à 20% de l'actif net et à 10% maximum aux marchés actions des pays émergents.

Le fonds sera investi dans une fourchette comprise entre 20% et 100% de l'actif net en parts ou actions d'organismes de placement collectif de droit français ou européens dont les fonds indiciels cotés (ETF) dont :

- 0 à 50% maximum de l'actif net en OPC actions
- 40 à 100% maximum de l'actif net en OPC obligataires et monétaires et monétaires court terme
- 0 à 20% maximum de l'actif net en OPC sans critères de classification
- 0 à 30% maximum de l'actif net en OPC indiciels cotés ;

L'OPCVM pourra avoir recours aux actions ou parts d'OPCVM français ou étrangers dans une limite de 100% de l'actif net et aux parts ou actions de FIA de droit français ou d'autres pays de l'Union européenne respectant

les 4 critères définis par l'article R214-13 du Code monétaire et financier dans une limite de 30 % de l'actif net.

L'OPCVM pourra investir jusqu'à 30% de l'actif net en actions en direct de sociétés de tout type de capitalisation et à hauteur de 25% maximum de l'actif net en obligations internationales publiques ou privées, en titres de créances à court terme ou en instruments du marché monétaire de notation minimale « BBB- » (Agence Standard & Poor's ou équivalent Moody's ou Fitch ou de notation jugée équivalente par la société de gestion). Le portefeuille de l'OPCVM peut être investi, via les OPC, dans des titres de catégorie « Haut Rendement » (notation inférieure à BBB- Standard & Poors ou équivalent Moody's et Fitch ou de notation jugée équivalente par la société de gestion) dans une limite maximale de 10% de l'actif. La fourchette de sensibilité des instruments de taux sera comprise entre 1,25 et 9. Les marchés d'intervention sont mondiaux et portent sur des titres libellés dans des devises de l'OCDE.

L'OPCVM pourra avoir recours à des instruments des marchés financiers à terme réglementés ou organisés, français et/ou étrangers, ou de gré à gré, de type futures (dont futures sur indices de matières premières dans une limite d'exposition maximale de 15% de l'actif net), options, swap et change à terme, dans une limite d'engagement de 100% de l'actif net dans un but de couverture et/ou d'exposition aux risques actions, taux, crédit, change, volatilité, et matières premières.

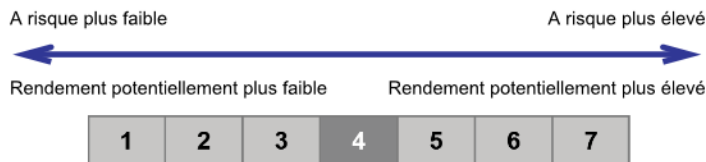
L'intégration des risques de durabilité n'est pas pertinente pour ce fonds pour lequel les données extra-financières des OPC sous-jacents ne sont pas systématiquement disponibles.

Le résultat net de l'OPC sera systématiquement distribué pour la part "D". Les plus-values réalisées nettes seront systématiquement réinvesties.

Les ordres de souscription et de rachat sont centralisés auprès de Caceis Bank chaque jour ouvré (J) avant 13h. Ils sont exécutés quotidiennement sur la base de la valeur liquidative calculée le surlendemain (J+2) à partir des cours de clôture du jour de souscription/rachat (J) et datée de J.

Cet OPC pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 3 ans.

Profil de risque et de rendement



Le niveau de risque de l'OPCVM reflète le risque des marchés de taux et actions sur lesquels le fonds est exposé respectivement à hauteur de 100% maximum et de 60% maximum de l'actif.

Les données historiques utilisées pour le calcul du niveau de risque pourraient ne pas constituer un indicateur fiable du profil de risque futur du fonds. La catégorie de risque associée à votre fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps. La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Les risques importants pour l'OPC non pris en compte dans cet indicateur sont les suivants :

Risque de crédit : Il représente le risque éventuel de dégradation de l'émetteur et le risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à ses remboursements, ce qui induira une baisse du cours du titre et donc de la valeur liquidative du fonds.

Risque de contrepartie : Il correspond au risque de pertes encourues en raison de la défaillance d'un intervenant de marché ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles et à honorer ses engagements. Cette défaillance peut faire baisser la valeur liquidative du fonds. Ce risque découle des opérations de gré à gré conclues avec les contreparties.

Risque lié à l'utilisation d'instruments dérivés : L'utilisation d'instruments dérivés peut augmenter ou réduire la capacité d'amplification des mouvements de marché du portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut faire baisser la valeur liquidative de votre portefeuille.

INFORMATIONS CONCERNANT LES PLACEMENTS ET LA GESTION

CHANGEMENTS INTERVENUS

- Mise à jour annuelle des frais et performances ;
- Mises à jour réglementaires ;
- Positionnement extra-financier (positionnement en référence à l'article 6 du Règlement (UE) 2019/2088 dit SFDR),
- Réglementation CRS,
- Directive 2009/138/CE dite Solvabilité 2 ;
- Changement de l'indicateur de référence « EONIA réajusté » pour l'indice « €STR capitalisé ».

CHANGEMENTS À VENIR

Néant.

RAPPORT DE GESTION

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

En 2021, après une récession historique, la reprise de l'économie mondiale s'est faite par à-coup au gré des développements sanitaires et des nouveaux variants du Covid-19. Dans ce contexte, les mesures de soutien budgétaires et monétaires exceptionnelles ont d'abord été prolongées dans de nombreux pays et des plans de relance d'une ampleur inédite ont été déployés, notamment aux États-Unis. Après avoir assoupli considérablement leurs politiques monétaires, la Réserve fédérale américaine et la Banque Centrale Européenne doivent désormais faire face à un rebond très marqué de l'inflation qui les pousse à entamer une normalisation progressive. En effet, la perturbation des chaînes de valeur mondiales et les goulets d'étranglement consécutifs à la reprise entraînent pénuries et tensions sur les prix. L'envolée des prix de l'énergie et des matières premières contraint également la bonne reprise de l'économie. Dans ce contexte, les divergences entre pays, illustrées par l'hétérogénéité des profils de reprises, se renforcent. L'économie américaine apparaît ainsi plus avancée dans sa reprise alors que les tensions croissantes sur le marché du travail entraînent une accélération des salaires. En Zone euro, la reprise, bien que remarquable eu égard à l'ampleur du choc enregistré en 2020, est moins aboutie et rappelle, une fois de plus, l'hétérogénéité considérable de la région. Enfin, au Royaume-Uni, de nombreuses questions liées au Brexit restent en suspens et provoquent des perturbations qui s'ajoutent aux problématiques liées aux contraintes d'approvisionnement. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié contre dollar de 7,7% et termine à 1,1326 dollars pour un euro. Le prix du baril de pétrole Brent augmente de 50,2% et termine l'année à 77,8 dollars.

Aux États-Unis, la première année de présidence de Joe Biden a été marquée par la mise en place d'importants plans budgétaires. Le Congrès a ainsi adopté un plan de soutien de 1900 Mds\$ en début d'année, puis s'est accordé, après de longues négociations, sur un plan de 1000 Mds\$ de dépenses d'infrastructures (550 Mds\$ de nouvelles dépenses) sur 10 ans. En revanche, la mise en place du plan de relance Build Back Better, centré sur les dépenses sociales et environnementales, demeure en suspens en raison de l'opposition de quelques sénateurs démocrates. Du côté des données d'activité, la consommation des ménages, après avoir été fortement soutenue par les aides au revenu, reste dynamique mais montre des signes d'essoufflement face à l'intensification des tensions inflationnistes. L'industrie reste pour sa part pénalisée par la perturbation des chaînes de valeur, illustrée notamment par l'augmentation très importante des délais de livraison. Après un recul historique, l'emploi a enregistré une reprise importante en 2021 qui entraîne des difficultés de recrutement susceptibles de tirer la dynamique des salaires à la hausse. L'emploi total demeure toutefois encore en deçà des niveaux d'avant-crise en fin d'année. Dans ce contexte, la hausse des prix a atteint un niveau historique, à 6,8% en novembre 2021, portée à la fois par des éléments liés à la pandémie et par des éléments plus durables, tels que la hausse des prix des loyers. Face à la montée des pressions inflationnistes, la Réserve fédérale s'est vue contrainte d'avancer la normalisation de sa politique monétaire. Le comité de politique monétaire a ainsi décidé d'accélérer la réduction de son programme d'achat de titres, qui avait été initié au printemps 2020, et envisage désormais d'augmenter son taux directeur dès le premier semestre 2022.

Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre a amorcé la normalisation de sa politique monétaire et a procédé à une hausse de son taux directeur de 15 points de base, le portant à 0,25%. La Banque d'Angleterre estime qu'un « modeste durcissement » de la politique monétaire au cours des années à venir apparaît approprié pour ramener l'inflation vers la cible des 2% dans un contexte d'intensification des pressions inflationnistes (l'inflation atteint 5,1% en novembre) et de tensions sur le marché du travail.

RAPPORT DE GESTION

En Zone euro, l'activité a, après un choc économique sans précédent en 2020, enregistré une reprise contrastée. Si la consommation, et notamment la consommation de bien, a bien rebondi, la production industrielle est pour sa part restée en difficulté. L'industrie allemande, fortement liée au secteur automobile, a notamment fait les frais des pénuries de semi-conducteurs. Du côté de l'emploi, le marché du travail a fait preuve d'une résistance remarquable avec un taux de chômage et un niveau d'emploi qui a quasiment retrouvé les niveaux d'avant-crise en fin d'année malgré la fin des dispositifs de chômage partiel en septembre. Comme souvent en Zone euro, la reprise est toutefois hétérogène entre les pays, avec l'Espagne qui reste à la traîne, tandis que la France affiche un rebond plus. Enfin, les prix ont également enregistré une nette accélération, amplifiée en fin d'année par l'accélération des prix de l'électricité et du gaz et les effets de base liés à la baisse temporaire de la TVA allemande au deuxième semestre 2020. Dans ce contexte, la Banque Centrale Européenne (BCE) a procédé à un modeste durcissement de sa politique monétaire en annonçant une réduction progressive de ses achats d'actifs et en se laissant la possibilité d'intervenir en cas de nouveau choc lié à la pandémie ou de resserrement des conditions de financement. Le programme d'achats d'urgence face à la pandémie (PEPP) prendra fin en mars 2022. La BCE a par ailleurs annoncé une extension des réinvestissements du PEPP jusqu'à la fin 2024 (contre 2023 précédemment). Enfin, le rythme d'achats d'actifs nets du programme d'achat d'actifs APP sera augmenté temporairement au deuxième et troisième trimestre 2022. Au niveau politique, l'année a été marquée par les élections fédérales allemandes, qui ont abouti à la formation d'une coalition entre les socio-démocrates du SPD, les Verts et des libéraux du FDP. Cette coalition sera menée par Olaf Scholz, ancien ministre des Finances d'Angela Merkel et candidat du SPD.

En Chine, l'économie, qui a été l'une des seules à afficher une croissance positive en 2020, est entrée dans une phase de ralentissement sur fond de contraintes réglementaires, d'accélération des prix (en particulier des prix à la production), de difficultés du secteur immobilier et de mesures ponctuelles de restriction sanitaire. Dans ce contexte, la Banque populaire de Chine (PBoC) a, à rebours des autres banques centrales, procédé à un assouplissement de sa politique monétaire en baissant plusieurs de ses taux directeurs. La PBoC a également annoncé des mesures visant à limiter l'appréciation du Yuan. Au Japon, la reprise de l'activité a été très limitée en lien avec les restrictions sanitaires et les problématiques d'approvisionnement. Au niveau politique, F. Kishida a succédé à Y. Suga en tant que Premier ministre du Japon et a dévoilé un nouveau plan de relance d'un montant de 430Mds€ destinés à faire face aux effets prolongés de la crise du Sars-COV-2 et réduire les inégalités en améliorant la redistribution des richesses. Au niveau monétaire, l'inflation accélère également au Japon mais reste sur des niveaux faibles (0,6% en glissement annuel en décembre). En conséquence, la Banque du Japon (BoJ) s'est engagée à la poursuite d'une politique largement accommodante et a prolongé son soutien exceptionnel aux petites et moyennes entreprises.

RAPPORT DE GESTION

MARCHÉS FINANCIERS

Dans un environnement perturbé par les effets des pandémies de coronavirus, la très bonne disposition des marchés actions en 2021, tranche avec le recul des marchés obligataires, à l'orée d'un potentiel cycle de remontée des taux.

Ainsi les soixante-neuf records historiques de l'indice S&P500 des plus grandes capitalisations américaines illustrent, à eux seuls, des performances occidentales dignes des meilleurs millésimes. Les marchés européens n'ont pas été en reste et affichent des performances inhabituelles, mais avec de fortes disparités. Les marchés français et des pays nordiques évoluent aussi bien que le marché américain, alors que l'allemand pénalisé par le secteur automobile sous performe très largement ses pairs européens.

En revanche, les indices actions des pays émergents, se révèlent volatils - comme au Japon - et parviennent tout juste à décoller. Malgré l'éclat de quelques marchés portés par le retour en force des matières premières - comme l'Afrique du Sud -, un marché indien porté par une politique monétaire sans précédent et un afflux massif de fond des particuliers, ainsi que Taïwan bénéficiant de la dynamique de son secteur technologique, les marchés émergents n'auront jamais autant sous-performé les marchés développés. Ils se trouvent pénalisés par ceux de la sphère chinoise, empêtrés dans des décisions politiques de régulation de certains secteurs productifs, et dans des problématiques d'endettement; comme celles connues de manière latente par l'emblématique promoteur Evergrande. S'ajoutent des crises spécifiques, parfois très profondes, comme en Turquie.

Cette force de traction des indices d'actions occidentaux vient en premier lieu des politiques d'achats d'actifs et monétaires accommodantes des principales banques centrales, qui compriment les taux d'intérêt. Ainsi, les investisseurs se trouvent enclins à favoriser les actions et les matières premières dans leur allocation. S'ajoutent la conjugaison de politiques budgétaires expansionnistes - au travers de la mise en place et/ou de la perspective de plans de relance, aux métriques rarement vue dans l'histoire - qui favorisent l'activité économique. Aussi, tout au long de l'année, nombre de sociétés déclarent une profitabilité inattendue et révisent leurs perspectives, grâce au rebond économique et à leur capacité à transmettre la hausse de leurs coûts.

En fait, la somme des stimulations évoquées s'ajoute à des contraintes d'offres (pénuries de matières premières, de composants électroniques, de personnels...) liées à la réouverture des économies, à des restrictions chinoises, et font émerger des pressions inflationnistes, parfois inédites depuis 40 ans.

Il faut noter ainsi l'explosion des prix des matières premières, le pétrole en premier lieu, mais aussi les matières premières agricoles ou de matériaux diverses en parallèle avec ceux des semi-conducteurs. Associés à la volonté de principales banques centrales occidentales, comme la FED et la BOE de normaliser leurs politiques d'achats d'actifs et monétaires, les marchés obligataires s'orientent donc moins bien. La volatilité des taux entraîne tout au long de l'année une rotation fréquente entre valeurs de croissance et valeurs cycliques / jugées décotées sur les marchés d'actions. Quant à l'avance prise par les deux banques centrales sus citées en matière de normalisation, elle induit un renforcement significatif du dollar américain et de la livre sterling sur le marché des changes, en particulier vis-à-vis de l'euro et du yen.

Les marchés d'actions internationaux progresse jusqu'au 6 septembre ; en traversant une première période de montée des taux longs jusqu'à fin mars, suivie de leurs détente par la suite.

RAPPORT DE GESTION

En début d'année, les investisseurs craignent que les pays occidentaux soient plus pénalisés que les asiatiques, par leur gestion de la crise sanitaire du coronavirus. En l'espèce, ils anticipent des confinements pénalisants. Cette idée se trouve contrecarrée au cours du premier trimestre, par le volontarisme affiché par les autorités publiques occidentales, de mise en place de plans de relance. Ainsi un premier programme de « sauvetage américain » de 1900 Mds \$ se trouve entériné courant février, auquel viennent s'ajouter deux autres projets de plans (« rénovation des infrastructures » et « reconstruire en mieux »), qui en cas d'adoption, cumuleraient ensemble 6 trillions \$, soit environ 28% du PIB des Etats-Unis. Ces programmes alimentent la progression généralisée des marchés d'actions, malgré la hausse de taux induite par les nécessaires besoins de capitaux. Cette dernière favorise la montée des valeurs cycliques et décotées par rapport aux sociétés de croissance.

A partir d'avril, les marchés obligataires, se retournent. En effet, les investisseurs se focalisent sur les débats internes aux banques centrales, quant à la nature transitoire des pressions inflationnistes naissantes, et à la nécessité du maintien ou pas des politiques monétaires accommodantes. Les marchés actions occidentaux bénéficient quant à eux de bonnes publications et perspectives d'entreprises. Sur ces places, les valeurs de croissance et technologiques reviennent en grâce.

S'ajoute en août le discours du Président de la FED à Jackson Hole annonciateur cette fois-ci d'une réduction d'achats d'actifs par son institution d'ici la fin de l'année.

A partir de la rentrée, jusqu'à début d'octobre, les marchés d'actions internationaux reculent, le temps d'absorber l'annonce de changement de cap de la politique d'achat d'actifs de la FED.

Pendant cette période, les taux longs se maintiennent relativement stables jusqu'au milieu de la troisième semaine de septembre, et engagent par la suite une remontée qui ne s'arrêtera pas jusqu'à la fin de l'année. En effet, la majorité des investisseurs constatent des déséquilibres d'offres, générateurs d'inflation, sur la main d'œuvre, sur des gammes de produits, comme les semi-conducteurs et les ressources énergétiques. S'ajoutent des problématiques politiques, comme aux Etats-Unis, où les négociations sur le relèvement du plafond de la dette fédérale et sur le plan massif de restauration d'infrastructures, patinent. En revanche, la nomination d'un nouveau premier ministre japonais bénéficie aux indices actions locaux, et, les indices chinois parviennent à se maintenir, malgré les difficultés d'Evergrande, second promoteur du pays. A noter la faiblesse de l'euro contre la plupart des principales devises.

Les marchés actions internationaux engagent à partir de début octobre une nouvelle dynamique haussière jusqu'en fin d'année, dans une configuration volatile, étant donné les vents contraires de remontées de taux, et l'arrivée du variant Omicron.

Tout au long du trimestre, la collectivité des investisseurs reste insensible en mauvaises nouvelles (crispations géopolitiques entre les Etats-Unis et la Chine, faillites dans l'immobilier chinois, effondrement de la lire turque, difficultés d'approvisionnement, pressions inflationnistes...), et se focalise plutôt sur les nombreuses bonnes surprises et perspectives affichées lors des publications d'entreprises du T3 et sur des taux longs qui se maintiennent dans des niveaux bas, en dépit d'indicateurs d'inflation élevés dans tous les pays et sur tous les biens. S'ajoute début novembre l'adoption du plan américain de rénovation des infrastructures de 1200 Mds \$. La dynamique haussière des actions internationales trouve aussi sa source dans de bonnes statistiques macro-économiques et le surcroît de visibilité apporté par les principales banques centrales sur leurs calendriers monétaires.

La hausse est à peine perturbée à partir de mi-novembre par le surcroît de volatilité des marchés des changes, impactés par le renforcement de l'USD, alimenté par la décision de la FED d'activer la réduction de son programme de rachat d'actifs de 15 milliards \$ par mois, avec une échéance à mi 2022.

RAPPORT DE GESTION

POLITIQUE DE GESTION

COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE s'expose majoritairement aux produits de taux. Jusqu'au 1/12/2021, son indice de référence (30% MSCI Euro + 35% FTSE MTS 5-7 ans + 35% Eonia dividendes et coupons nets réinvestis) se compose de 30% d'actions (« la neutralité »). L'exposition actions peut évoluer entre 0 et 50%, alors que l'exposition des produits de taux fluctue entre 40 et 100%.

Pour refléter le remplacement de l'Eonia réajusté par le €STR capitalisé, votre fonds adopte à partir du 1/12/2021 un nouvel indice de référence: 30% MSCI Euro + 35% FTSE MTS 5-7 ans + 35% €STR capitalisé, maintenant « la neutralité » actions au niveau de 30%. L'exposition actions continue à évoluer entre 0 et 50%, alors que l'exposition des produits de taux fluctue entre 40 et 100%.

Entre le début et la fin de l'année 2021, le poids des actions diminue légèrement dans le portefeuille, passant d'environ 26,4% à 24,1%.

Nous modulons l'exposition actions essentiellement au travers des valeurs européennes. Nous réduisons le poids des actions américaines, qui passe au cours de l'exercice de 0,5% à 0,4%. Nous cétons les actions japonaises, qui pesaient 1,2%. Nous continuons à rester à l'écart des actions des pays émergents.

L'exposition aux convertibles passe de 2,4% à 3% du portefeuille.

L'exposition obligataire, qui se partage entre des fonds de titres souverains et de crédit, dont certains internationaux, progresse de 18,6 à 21%.

Le poids des fonds de performance absolue atteint au final 10,2%.

Entre le début et la fin de l'année, le poids des liquidités diminue en évoluant de 42,1% à 41,7%.

Jusqu'au 13 août, la hausse des actions ressort plus forte que celle des obligations.

Malgré un environnement perturbé par les effets de la pandémie au coronavirus, les grandes actions européennes ne cessent de progresser jusqu'au 13 août.

Un premier moteur de cette hausse vient des politiques monétaires accommodantes, des principales banques centrales à travers le monde, qui compriment les taux d'intérêt. Aussi, les investisseurs se trouvent enclins à favoriser les actions dans leur allocation.

Le second moteur est que les actions bénéficient à leur tour de politiques budgétaires expansionnistes, de la perspective d'entrée en vigueur de plans de relance ou des effets de leur mise en place effective et synchronisée.

Dans ce cadre, la majorité des sociétés ne cessent de déclarer de fortes croissances bénéficiaires, ainsi que de bonnes perspectives.

L'année débute avec une exposition actions proche de 26,4%.

Au sein des fonds de performance absolue, nous arbitrons des parts d'Amundi Absolute Return Forex pour celles de BSF European Absolute Return.

En matière obligataire, nous participons à l'émission d'obligations Alstom 0% 1/29 pour 4,3M€, et, nous acquérons 1% de futures Bund au niveau de -0,53% de rendement sur le Bund 10 ans. En milieu et fin de mois, nous roulons 12 M\$ d'US Treasury Bill 14/1/21 sur l'échéance 25/2/21, et aussi 10 M€ de BOTS 29/1/21 sur l'échéance 30/6/21.

RAPPORT DE GESTION

Les indices d'actions européennes s'essoufflent au cours de la seconde quinzaine de janvier du fait de mauvaises statistiques macro-économiques et de craintes de nouveaux confinements.

Nous tirons parti de la volatilité induite au travers de trois transactions d'achats et de ventes sur futures Dj Eurostoxx50; l'addition de ces opérations induit une augmentation d'environ 0,60 points d'exposition actions.

Ils parviennent cependant à se relancer le mois suivant, stimulés par l'adoption du plan de relance américain de 1900 Mds de dollars, malgré une remontée des taux longs en Occident.

La bonne tenue du dollar américain, nous conduit à convertir 2,6M\$ sur 3,45M\$, de TNote 1.875% 01/22 cédés. Dans la même logique, nous vendons spot 0,25% de dollars au taux EUR/USD de 1,2031. Néanmoins, nous roulons 12M\$ de US T Bill 25/2/21 sur l'échéance 18/3/21.

Dans cet environnement obligataire, nous achetons par ailleurs 1% de futures Bund au niveau de -0,39% sur le Bund 10 ans, ainsi que 1% au niveau de -0,27%. Nous investissons 4M€ en Covéa Haut Rendement.

Au niveau des actions, nous prenons la décision en début de mois de réduire la présence de positions vendeuses en dérivés, ce qui a pour conséquence de diminuer entre autres la dimension des futurs appels de marge. De sorte que nous cédon 18,4M€ en parts des fonds Covéa Actions Croissance, Covéa Actions Rendement, Covéa Actions Europe Opportunités, Covéa Actions Japon et Covéa Actions Investissement en arbitrage avec des futures DJ Eurostoxx 50. Nous continuons à tirer parti des fluctuations au travers de six transactions d'achats ou ventes sur futures Dj Eurostoxx50; l'addition de ces opérations induit une réduction d'environ 1,5 points d'exposition actions.

La dynamique des actions européennes s'accroît en mars, du fait de l'attention portée par les investisseurs à la volonté de Joe Biden de lancer un nouveau plan de rénovation des infrastructures de 2250 Mds \$, et à l'accélération du taux de vaccination de la population dans son pays.

Pour rentabiliser les liquidités disponibles, nous augmentons la présence des fonds de performance absolue. Nous acquérons des parts de Janus Henderson Global Equity ainsi que d'Helium Fund. En revanche, nous cédon des parts d'Amundi Absolute Return. En matière obligataire, nous souscrivons aux émissions de Suez 0% 06/26 et Nidec 0.046% 03/26, et, nous acquérons des parts de Covéa Haut Rendement et de Covéa Actions Convertibles. Nous mettons aussi à profit la remontée des taux longs en effectuant un aller et retour de 1% aux niveaux de -0,37% et -0,265% sur le Bund 10 ans. Sur le plan des actions, nous poursuivons la réduction de la présence de positions vendeuses en dérivés, qui se concrétise par la vente de parts de Covéa Actions Croissance, Covéa Actions Rendement, Covéa Actions Europe Opportunités et Covéa Actions Japon en faveur de futures DJ Eurostoxx50. Nous vendons aussi à cinq reprises des futures DJ Eurostoxx50; l'addition de ces opérations induit une réduction d'environ 2 points d'exposition actions.

En fin de premier trimestre, votre fonds s'expose en conséquence aux actions, convertibles, obligations, fonds de performance absolue, monétaires et liquidités respectivement à hauteur de 22,9%, 3%, 25,1%, 9,3% et 39,7%.

La volonté de Joe Biden de lancer in fine le cumul de trois plans de relance d'un total de 6 trillions \$ (28% du PIB du pays) et le statu quo de la politique monétaire de la FED contribuent à alimenter encore la progression des actions en Europe.

Face à la relative faiblesse du yen japonais, nous acquérons 0,5% de yens autour de la parité de 130 EURJPY.

Pour poursuivre début avril le mouvement de calibrage des positions vendeuses en dérivés, nous vendons des parts de Covéa Actions Croissance, Covéa Actions Europe Opportunités, Covéa Actions Rendement, Covéa Flexible, Covéa Actions Europe et Covéa Actions Japon en arbitrage avec des futures DJ Eurostoxx 50. Parallèlement, la nette progression des actions européennes nous conduit à céder à trois reprises des futures DJ Eurostoxx50; l'addition de ces opérations induit une réduction d'environ 1,2 points d'exposition actions.

RAPPORT DE GESTION

En mai, la variation des actions se révélant plus volatil, nous effectuons plusieurs opérations avec des futures DJ Eurostoxx50, dont l'addition induit une baisse d'environ -0,1 point d'exposition actions. La seconde quinzaine se caractérisant par une poussée des taux longs, nous acquérons 1% de futures Bund au niveau de -0,14% sur le Bund 10 ans.

Nous cédon début juin 2% de futures Bund au niveau de -0,24% sur le Bund 10 ans.

La ligne de 10M€ de BOTS 30/6 parvient à échéance.

En fin de premier semestre, votre fonds s'expose en conséquence aux actions, convertibles, obligations, fonds de performance absolue, monétaires et liquidités respectivement à hauteur de 23,3%, 3%, 24,1%, 9,1% et 40,5%.

Jusqu'au 13 août, le portefeuille de votre fonds profite de la bonne orientation des marchés de grandes capitalisations européennes, malgré le constat d'une relative tension des taux 10 ans, au sein des principales économies occidentales; en anticipation par les investisseurs d'une réduction d'achats d'actifs par la FED d'ici la fin d'année, et par constatation de pressions inflationnistes alimentées par des perturbations des chaînes logistiques.

Cet environnement de taux, nous conduit à opérer sur les changes et des futures Bund.

En effet, la progression des taux américains favorise la hausse du dollar américain vis-à-vis de l'euro, ce qui nous porte à prendre début juillet une position vendeuse de 1% en dollars américains, au cours de 1,1755 EUR/USD, via des futures. De plus, 15M\$ du compte courant sont placés en US Treasury Bill 30/9/2021. Nous cédon aussi à plusieurs reprises des futures Bund : 2% au niveau de -0,31%, ainsi que 2% au niveau de -0,39% sur le Bund 10 ans, au mois de juillet.

De même que 1,25% au cours de la première quinzaine d'août au niveau de -0,50% sur le Bund 10 ans. Nous acquérons dans la foulée 35M€ de BTF 13/07/22. Le 13 août, nous cédon 9,5M d'US Treasury Bill 30/9/2021 dont nous convertissons les dollars en euros.

Ce jour-là, les marchés de grandes capitalisations européennes touchent un premier sommet annuel et engagent un recul jusqu'à début octobre, d'une proportion relativement proche de celle des obligations de maturité moyenne (5/7 ans).

Les taux longs européens débutent ainsi une période de détente, ce qui nous conduit à acquérir le 31 août 1% de futures Bund au niveau de -0,39% sur le Bund 10 ans.

Fin août votre fonds s'expose aux actions à hauteur de 24,2%.

Des difficultés politiques, comme aux Etats-Unis où les négociations sur le relèvement du plafond de la dette fédérale et sur le plan massif de restauration d'infrastructures patinent, pèsent sur l'orientation des bourses en septembre.

Dans le contexte obligataire de fin septembre, nous utilisons partiellement les tombées de 20M€ de BTF 29/9/21 et de 10M€ de BOTS 30/9/21 pour acquérir à parité des parts de Covéa Sécurité et de Covéa Moyen Terme. Nous roulons des US TB 30/9/21 sur l'échéance 4/11/21, pour 6M\$. Nous acquérons 1% de futures Bund au niveau de -0,29% sur le Bund 10 ans, ainsi que 1% de futures Bund au niveau de -0,19%. Au sein des fonds de performance absolue, nous arbitrons, BSF Global Event Driven et BSF Euro Absolute Return, en faveur d'Helium Fund, Eleva Absolute Return, Janus Henderson Global Equity Market Neutral et Pictet Atlas.

En fin de troisième trimestre, votre fonds s'expose aux actions, convertibles, obligations, fonds de performance absolue, monétaires et liquidités respectivement à hauteur de 23,0%, 2,9%, 22,8%, 8,8% et 42,5%.

RAPPORT DE GESTION

Entre le 4 octobre et mi-novembre, les marchés d'actions tirent leur traction haussière de nombreuses bonnes surprises et perspectives affichées, lors des publications d'entreprises du T3. Au cours de cette période, les obligations connaissent un creux fin octobre.

Pour exploiter la très forte volatilité obligataire :

Nous acquérons en octobre à deux reprises 1% de futures Bund au niveau de -0,09%, et cédon en fin de mois 1% au niveau de -0,18% sur le Bund 10 ans. Ainsi que début novembre, 2% de futures Bund, au niveau de -0,18 %. Nous cédon des parts de Covéa Oblig Inter et souscrivons aux émissions BMW 0% 01/26 et Arkema 0.125% 10/26. Nous arbitrons Preeval Convertibles pour Covéa Obligations Convertibles.

Tout au long du mois, nous effectuons des mouvements pour arbitrer BSF Euro Absolute Return et BSF Global Event Driven en faveur entre autres d'Helium Fund et de Janus Henderson Global Equity Market Neutral.

Nous prenons aussi le parti de renforcer les valeurs européennes en dehors de la zone euro, au vue de bonnes dynamiques macro-économiques et d'entreprises, comme en Scandinavie, ou du délaissement des valeurs britanniques par les investisseurs. De sorte que nous arbitrons partiellement Covéa Actions Europe Opportunités et Covéa Actions France respectivement en faveur de Covéa Actions Europe Hors Euro et de Covéa Sélection UK.

Nous poursuivons dans cette voie début novembre en arbitrant 3M€ de Covéa Actions Europe Opportunités en faveur de Covéa Actions Europe Hors Euro.

Nous augmentons les liquidités en comptes courants, avec l'arrivée à échéance de 6M\$ d'US Treasury Bill 4/11/2021.

Les marchés d'actions européennes touchent un second plus haut annuel le 17 novembre 2021.

Ils se retournent nettement au cours de la seconde quinzaine de novembre étant donné l'attention portée par les investisseurs, et les autorités, aux communications des laboratoires pharmaceutiques, face au variant Omicron.

Pour exploiter la volatilité obligataire, nous vendons 2% de futures Bund, au niveau de -0,30% sur le Bund 10 ans.

Fin novembre, l'exposition actions de votre fonds s'établit à 23,5%.

En matière obligataire nous acquérons pour 4M€ de parts de Covéa Haut Rendement. Nous cédon 1% de futures Bund, au niveau de -0,39% sur le Bund 10 ans; nous les rachetons vingt jours plus tard au niveau de -0,28%.

Pour maintenir la cohérence d'expositions entre profilés de la gamme Covéa Finance, nous effectuons en deux temps dans le domaine des actions, un arbitrage partiel de Covéa Actions France en faveur de Covéa Sélection UK et de Covéa Renouveau France.

En définitive, l'année s'achève avec des expositions sur les actions, obligations convertibles, obligations, performance absolue et liquidités respectivement de 24,1% (-2,3 points par rapport au début de l'année), 3% (+0,6 point par rapport au début de l'année), 21% (+2,4 points par rapport au début de l'année), 10,2% (-0,3 points par rapport au début de l'année), et 41,7% (-0,4 points par rapport au début de l'année).

La crise sanitaire du Covid-19 n'a pas eu de conséquences significatives sur l'OPC au cours de l'exercice.

RAPPORT DE GESTION

PERSPECTIVES

L'année 2022 va s'ouvrir sur un environnement très similaire à 2021.

La pandémie reste d'actualité avec les incertitudes qui lui sont rattachés. L'inflation va être un thème dominant de 2022. Le risque de voir la hausse des prix se diffuser dans l'ensemble de l'économie (et non pas seulement sur les matières premières) est le vrai challenge. En face de ce phénomène, la politique des banques centrales sera à monitorer de près. Accélération des agendas avec le risque de casser la croissance ? Temporalisation (comme le fait la BCE) avec un risque d'accroissement de perte d'achat et de baisse des marges des entreprises ?

En tout état de cause la volatilité qui s'est, en fin d'année, plutôt concentrée dans les marchés des taux et des changes risque de revenir sur les marchés actions.

RAPPORT DE GESTION

PERFORMANCES ET INFORMATIONS SUR L'OPC

PERFORMANCES

En 2021, la performance de COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE a été de 1,98 % pour la part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE (C), de 1,93 % pour la part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE (D).

La performance de son indice de référence, 30% MSCI Euro + 35% FTSE MTS 5-7 ans + 35% ESTR dividendes et coupons nets réinvestis, a été de 5,88 %.

La performance obtenue sur la période ne préjuge pas des résultats futurs de l'OPC.

TECHNIQUE DE GESTION EFFICACE DU PORTEFEUILLE

Le fonds n'a pas eu recours pour l'exercice 2021, à des techniques de gestion efficace de portefeuille (par le biais d'opérations de cessions d'acquisitions temporaires de titres ou par le recours à des instruments financiers dérivés de gré à gré) et aucune garantie financière (autrement qu'en espèces), n'a été reçue à ce titre.

Exposition sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés :

- Change à terme : néant.
- Future : -116 907 645,00 EUR.
- Options : néant.
- Swap : néant.

En fin d'exercice, le fonds détient une position courte exposée à des obligations allemandes de maturité 10 ans via des futures Euro Bund d'échéance mars 2022 à hauteur de 16,45 millions d'euros, soit -1,8% du portefeuille.

Sur la partie actions, le fonds détient une position courte sur des futures Euro Stoxx 50 d'échéance mars 2022 pour 100,45 millions d'euros soit -11,2% du portefeuille.

TRANSPARENCE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET DE LA RÉUTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS (Règlement SFTR)

L'OPC n'a pas eu recours aux opérations entrant dans le cadre du règlement SFT au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2021.

RAPPORT DE GESTION

PRINCIPAUX MOUVEMENTS DANS LE PORTEFEUILLE AU COURS DE L'EXERCICE

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
FREN REP PRES ZCP 05-01-22	30 057 439,77	30 036 707,36
FRENCH REP ZCP 29-09-21	20 029 817,80	20 000 000,00
FRAN TREA BILL BTF ZCP 07-07-21	20 029 378,60	20 000 000,00
FREN REP PRES ZCP 13-07-22	35 212 247,70	
COVÉA SECURITE G	23 999 709,62	8 796 880,00
COVÉA-ACT EUR-I		32 539 783,71
COVÉA OBLIGATIONS CONVERTIBLES ID	15 911 446,01	16 202 148,96
UNIT STAT TREA BIL ZCP 30-09-21	12 700 189,46	12 842 241,12
COVÉA OBLIGATIONS CONVERTIBLES IC	21 344 088,82	
ITALY BUONI TES BOT ZCP 300621	10 018 485,22	10 000 000,00

RAPPORT DE GESTION

INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

MÉTHODE DE CALCUL DU RISQUE GLOBAL

Le risque global de l'OPCVM est mesuré par la méthode de calcul de l'engagement.

INFORMATIONS SUR LES POLITIQUES DE SÉLECTION DES INTERMÉDIAIRES D'EXECUTION ET LA POLITIQUE EXECUTION

Conformément à ses obligations professionnelles telles que définies par le Code Monétaire et Financier et le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers dans le cadre de ses activités de Société de gestion de portefeuille, Covéa Finance publie et réexamine annuellement des politiques décrivant l'organisation et les critères retenus pour veiller à la protection des intérêts de ses clients lors de l'exécution d'un ordre issu de ses décisions de gestion.

Ces politiques de meilleure sélection des intermédiaires en exécution et de meilleure exécution (ci-après dénommées les « Politiques ») sont disponibles sur le site internet de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Conformément à ses Politiques, les équipes de négociation de la Société de gestion sont tenues de réaliser leurs transactions sur les marchés financiers avec des intermédiaires figurant sur une liste autorisée définie par un comité de référencement.

Un comité de sélection et d'évaluation se réunit une fois par an pour évaluer la qualité d'exécution des intermédiaires sélectionnés selon plusieurs critères quantitatifs. Ce dernier comité se tient en présence des équipes de négociation en charge de la sélection et de l'évaluation des intermédiaires d'exécution mais également des responsables de gestion, du middle office, du juridique et du contrôle interne.

Des comités ad hoc mensuels peuvent également se réunir notamment en cas de changement notable dans la qualité de service d'un intermédiaire autorisé, d'une modification des conditions de marché ou d'une évolution propre à Covéa Finance.

Le respect de la liste des intermédiaires fait l'objet d'un contrôle par le RCCI.

Conformément aux dispositions du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers en vigueur, un compte rendu relatif aux frais d'intermédiation figure sur le site de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

En application des dispositions de l'article L533-22 du Code Monétaire et Financier, les droits attachés à la qualité d'actionnaire des OPCVM et notamment les droits de vote ont été exercés librement dans l'intérêt des porteurs de parts conformément à la politique d'engagement actionnarial disponible sur le site de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

RAPPORT DE GESTION

CRITÈRES ESG

Conformément à l'article 29 de la loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat, un rapport retraçant la politique de la société de gestion sur la prise en compte dans sa stratégie d'investissement des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance et des moyens mis en œuvre pour contribuer à la transition énergétique et écologique ainsi que la stratégie de mise en œuvre de cette politique sont disponibles sur le site internet de Covéa Finance dans la rubrique « Engagements et ESG ».

INFORMATIONS EN MATIERE EXTRA-FINANCIERE

Informations sur la prise en compte des risques de durabilité (Article 6)

En application de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte modifiée et codifiée aux articles L533-22-1 et D533-16-1 du Code monétaire et financier et de l'article 3 du Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement et du Conseil du 27.11.2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« Règlement SFDR ») et du Règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 (Règlement « Taxonomie »), l'OPC est tenu de publier des informations en matière extra-financière.

S'agissant des informations sur la durabilité issues du Règlement européen « SFDR », cette réglementation européenne vise à améliorer et harmoniser la transparence des acteurs des marchés financiers sur la responsabilité sociale et environnementale.

Transparence en matière de durabilité au niveau des produits financiers :

Afin de permettre aux investisseurs d'identifier plus facilement les produits financiers qui leurs correspondent en termes d'attentes sur les enjeux environnementaux et sociaux, la réglementation Durabilité (« SFDR ») demande à chaque entité de placer chacun de ses produits dans l'une des trois catégories suivantes :

- article 9 : produits qui ont pour objectif l'investissement durable,
- article 8 : produits qui répondent aux enjeux environnementaux et/ou sociaux,
- article 6 : les autres produits qui ne font pas de la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales leur objectif principal et dont l'objectif de gestion ne porte pas sur un investissement durable.

Les informations relatives au principe de double matérialité lié 1) aux risques de durabilité et 2) aux incidences négatives de durabilité sont accessibles dans la Déclaration relative à la prise en compte du risque de durabilité disponible sur le site internet de la Société de gestion dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Depuis le 10 mars 2021, l'OPC a été rattaché à la classification SFDR de l'article 6 (autres produits qui ne font pas de la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales leur objectif principal et ont l'objectif de gestion ne porte pas sur un investissement durable).

La prise en compte des risques et des facteurs de durabilité, tels que définis dans le règlement UE 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, est pleinement intégrée dans la politique relative aux Risques de durabilité et à l'ESG de Covéa Finance.

Le suivi des risques en matière de durabilité est intégré dans la chaîne de valeur et de décision d'investissement de Covéa Finance.

RAPPORT DE GESTION

La politique d'investissement de Covéa Finance vise à limiter le risque de durabilité à travers un dispositif s'articulant principalement autour de la mise en place de filtres d'exclusions (normatives, sectorielles et/ou thématiques) applicables à tout investissement direct en actions ou en obligations et accessible sur le site internet et de la mise en place de critères de sélection extra-financiers en complément des critères de sélection financiers.

L'ensemble des informations sur la prise en compte par la société de gestion des critères relatifs au respect des objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) dans son processus d'investissement sont accessibles sur le site internet de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Compte tenu des évolutions et travaux en cours, la catégorisation des OPC de la gamme pourrait être amenée à évoluer selon les OPC.

Les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

RAPPORT DE GESTION

INFORMATIONS SUR LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Covéa Finance, en tant que gestionnaire, attache une importance particulière au respect de l'ensemble des dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM ») et dans de la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 sur les gestionnaires d'OPCVM (ci-après désignée la « Directive OPCVM V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur le fonds.

1. Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Au cours de l'exercice 2021, le montant total des rémunérations annoncées par Covéa Finance à l'ensemble de son personnel (personnes au 31/12/2021) s'est élevé à 14 003 008 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- 11 209 251 euros soit 80% du total des rémunérations versées par la société à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations fixes ; et
- 2 793 756 euros, soit 20% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations variables totale. Le versement de rémunérations variables a concerné pour l'exercice 2021, 131 personnes. Un collaborateur a été concerné par un différé de rémunération variable sur 3 ans.

Sur le total des rémunérations annoncées par le gestionnaire au titre de l'exercice, 7 269 381 euros concernaient les cadres salariés de Covéa Finance dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds, tels que définis dans notre Politique de Rémunération 2021.

2. Montant des rémunérations versées par le fonds au personnel du gestionnaire

Covéa Finance ne pratique pas d'intéressement aux plus-values réalisées (ou *carried interest*) et aucune rémunération (fixe ou variable) à destination des gérants n'est versée par le fond.

3. Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque du fonds et sur la gestion des conflits d'intérêt

En février 2017, Covéa Finance a mis en conformité avec la Directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (directive OPCVM V) sa politique de rémunération existante, revue le règlement intérieur de sa Commission de Rémunération et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation tout en procédant à un travail d'identification des collaborateurs de son personnel impactés par les nouvelles dispositions en matière de rémunération issues de la Directive AIFM et de la Directive OPCVM V et de ses textes de transposition (ci-après la « Population Identifiée »). Il s'agit des collaborateurs respectant les deux conditions cumulatives suivantes :

- (i) appartenant à une catégorie de personnel bénéficiant d'une rémunération variable et susceptible d'avoir un impact sur le profil de risque du gestionnaire ou du fonds géré et
- (ii) ayant une rémunération variable supérieure à 200 000 euros traduisant le niveau de responsabilité sur le profil de risque.

Lorsque la rémunération de la Population Identifiée varie en fonction de performances, son montant total, qui est plafonné à un niveau inférieur à sa rémunération fixe, est établi par le gestionnaire en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle à laquelle il appartient et/ ou du panier de portefeuille (OPC, FIA et Mandat) avec celles des résultats d'ensemble du gestionnaire. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers.

L'ensemble des principes sont décrits dans la Politique de Rémunération de Covéa Finance, disponible sur son site Internet.

RAPPORT DE GESTION

4. Gouvernance et contrôle de la politique de rémunération

La politique de rémunération est revue annuellement par la Commission de Rémunération définie par les statuts de Covéa Finance, composée de :

- un représentant du Comité de Surveillance de Covéa Finance,
- deux représentants du Groupe Covéa, indépendant de Covéa Finance, dont au moins un d'entre eux participe au comité des Rémunérations du Groupe Covéa, et
- la Présidente de Covéa Finance.

Conformément à la réglementation, la majorité des membres de la Commission de Rémunération n'exerce pas de fonctions exécutives au sein de Covéa Finance et n'en est pas salarié.

RAPPORT DE GESTION

FRAIS et FISCALITÉ

COMPLÉMENT D'INFORMATION RELATIF AU RÉGIME FISCAL DU COUPON

Néant.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES (PEA, etc...)

Néant.

RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2021**

COVEA PROFIL EQUILIBRE
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT
Régé par le Code monétaire et financier

Société de gestion
COVEA FINANCE
8-12, rue Boissy d'Anglas
75008 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement COVEA PROFIL EQUILIBRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2021 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.



COVEA PROFIL EQUILIBRE

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les Organismes de Placements Collectifs, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des Organismes de Placements Collectifs et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.



COVEA PROFIL EQUILIBRE

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Frédéric SELLAM

2022.03.17 14:12:30 +0100



COMPTES DE L'EXERCICE

BILAN ACTIF au 31/12/2021 (EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
IMMOBILISATIONS NETTES		
DÉPÔTS		
INSTRUMENTS FINANCIERS	851 576 614,60	807 402 804,36
Actions et valeurs assimilées		
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Obligations et valeurs assimilées	22 625 361,44	5 978 255,80
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	22 625 361,44	5 978 255,80
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances	50 152 500,14	21 785 096,85
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	50 152 500,14	21 785 096,85
Titres de créances négociables	50 152 500,14	21 785 096,85
Autres titres de créances		
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé		
Organismes de placement collectif	777 064 641,24	778 361 673,05
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	777 064 641,24	778 361 673,05
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés		
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		
Autres organismes non européens		
Opérations temporaires sur titres		
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés		
Titres empruntés		
Titres donnés en pension		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	1 734 111,78	1 277 778,66
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	1 734 111,78	1 277 778,66
Autres opérations		
Autres instruments financiers		
CRÉANCES	7 383 939,02	11 152 358,96
Opérations de change à terme de devises		
Autres	7 383 939,02	11 152 358,96
COMPTES FINANCIERS	46 725 320,22	53 767 180,59
Liquidités	46 725 320,22	53 767 180,59
TOTAL DE L'ACTIF	905 685 873,84	872 322 343,91

BILAN PASSIF au 31/12/2021 (EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
CAPITAUX PROPRES		
Capital	909 156 760,78	876 818 512,47
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		
Report à nouveau (a)		
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	3 235 672,63	1 471 833,46
Résultat de l'exercice (a,b)	-9 218 106,27	-7 986 297,73
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	903 174 327,14	870 304 048,20
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	1 734 111,77	1 277 778,65
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres		
Dettes représentatives de titres donnés en pension		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	1 734 111,77	1 277 778,65
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	1 734 111,77	1 277 778,65
Autres opérations		
DETTES	777 434,93	740 517,06
Opérations de change à terme de devises		
Autres	777 434,93	740 517,06
COMPTES FINANCIERS		
Concours bancaires courants		
Emprunts		
TOTAL DU PASSIF	905 685 873,84	872 322 343,91

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN au 31/12/2021 (EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
FGBL BUND 10A 0321		14 033 560,00
FGBL BUND 10A 0322	16 451 520,00	
EURO STOXX 50 0321		132 628 000,00
EURO STOXX 50 0322	100 456 125,00	
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
EC EURUSD 0321		4 241 341,37
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

COMPTE DE RESULTAT au 31/12/2021 (EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers		5 146,06
Produits sur actions et valeurs assimilées		44 743,38
Produits sur obligations et valeurs assimilées	89 131,02	594 104,31
Produits sur titres de créances	2 344,15	41 221,39
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers		
TOTAL (1)	91 475,17	685 215,14
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Charges sur instruments financiers à terme		
Charges sur dettes financières	362 253,66	268 734,18
Autres charges financières		
TOTAL (2)	362 253,66	268 734,18
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	-270 778,49	416 480,96
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	8 861 757,91	8 250 511,63
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	-9 132 536,40	-7 834 030,67
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-85 569,87	-152 267,06
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	-9 218 106,27	-7 986 297,73

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

1. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Information sur les incidences liées à la crise du COVID-19

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS**Titres de créances négociables :**

- Les titres de créances négociables (TCN) et valeurs assimilées :

i. Les bons du trésor et valeurs assimilées (BTF, T-bill, Letras, BOTS etc...) ainsi que les titres négociables à moyen terme et valeurs assimilées dont l'échéance est supérieure à un an sont évalués selon un prix de marché sur la base de cours contribués.

ii. Les titres négociables à court terme et valeurs assimilées (ECP, NEU CP etc...) dont l'échéance est inférieure à un an sont évalués quotidiennement via un spread et une courbe de taux composite représentative de l'univers d'investissement.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :*Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :*

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

*Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**Les Swaps :*

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS**Frais de gestion**

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0000445058 – COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE D : Taux de frais maximum de 1,10% TTC maximum.

FR0010395608 - COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE C : Taux de frais maximum de 1,10% TTC maximum.

Affectation des sommes distribuables**Définition des sommes distribuables**

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE C	Capitalisation	Capitalisation
Part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE D	Distribution	Capitalisation

2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET au 31/12/2021 (EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	870 304 048,20	827 029 920,14
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	100 026 274,84	127 665 765,62
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-84 060 659,68	-95 319 804,56
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	26 684 720,64	3 953 059,61
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-604 291,68	-3 070 223,05
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	1 246 825,57	22 857 785,03
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-24 416 384,01	-21 800 935,31
Frais de transactions	-53 785,78	-119 339,94
Différences de change	861 218,47	-1 429 995,12
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	22 476 070,09	20 554 856,19
Différence d'estimation exercice N	100 932 273,60	78 456 203,51
Différence d'estimation exercice N-1	-78 456 203,51	-57 901 347,32
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	-157 173,12	-2 183 009,74
Différence d'estimation exercice N	-1 407 711,77	-1 250 538,65
Différence d'estimation exercice N-1	1 250 538,65	-932 471,09
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat		
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-9 132 536,40	-7 834 030,67
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	903 174 327,14	870 304 048,20

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé	22 625 361,44	2,51
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	22 625 361,44	2,51
TITRES DE CRÉANCES		
Bons du Trésor	50 152 500,14	5,55
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	50 152 500,14	5,55
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Actions	100 456 125,00	11,12
Taux	16 451 520,00	1,82
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	116 907 645,00	12,94
AUTRES OPÉRATIONS		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS		

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées	22 625 361,44	2,51						
Titres de créances	50 152 500,14	5,55						
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers						46 725 320,22	5,17	
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	16 451 520,00	1,82						
Autres opérations								

3.3. VENTILATION PAR MATURITE RESIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées							15 432 170,36	1,71	7 193 191,08	0,80
Titres de créances	15 022 926,66	1,66	35 129 573,48	3,89						
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	46 725 320,22	5,17								
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers										
HORS-BILAN										
Opérations de couverture									16 451 520,00	1,82
Autres opérations										

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 JPY		Devise 3 GBP		Devise N AUTRE(S)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées								
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
OPC								
Opérations temporaires sur titres								
Créances								
Comptes financiers	5 522 538,73	0,61	4 473 350,71	0,50	177 878,59	0,02		
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres								
Dettes								
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	31/12/2021
CRÉANCES		
	Souscriptions à recevoir	343 782,52
	Dépôts de garantie en espèces	7 040 156,50
TOTAL DES CRÉANCES		7 383 939,02
DETTES		
	Rachats à payer	16 037,92
	Frais de gestion fixe	761 397,01
TOTAL DES DETTES		777 434,93
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		6 606 504,09

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE C		
Parts souscrites durant l'exercice	7 049 058,7074	96 906 331,88
Parts rachetées durant l'exercice	-5 699 028,0526	-78 302 945,28
Solde net des souscriptions/rachats	1 350 030,6548	18 603 386,60
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	63 088 863,6212	
Part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE D		
Parts souscrites durant l'exercice	112 321,0000	3 119 942,96
Parts rachetées durant l'exercice	-208 773,4077	-5 757 714,40
Solde net des souscriptions/rachats	-96 452,4077	-2 637 771,44
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	958 986,9107	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE C	
Total des commissions acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	
Part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE D	
Total des commissions acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.7. FRAIS DE GESTION

31/12/2021

Part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE C

Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	8 589 428,70
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,00
Frais de gestion variables	
Rétrocessions des frais de gestion	

31/12/2021

Part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE D

Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	272 329,21
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,00
Frais de gestion variables	
Rétrocessions des frais de gestion	

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant.

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant.

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

31/12/2021

Titres pris en pension livrée

Titres empruntés

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

31/12/2021

Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine

Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/12/2021
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			685 069 079,85
	FR0007483474	COV.ACT.RENDEM.4D	42 092 576,13
	FR0010567529	COVÉA-ACT EUR-I	47 014 733,12
	FR0011208784	COVÉA ACTIONS AMERIQUE MID CAP IC 4DEC	3 780 391,20
	FR0013367182	COVÉA ACTIONS CROISSANCE I	10 332 132,93
	FR0000985368	COVÉA ACTIONS EUR.C FCP 4DEC	9 529 642,86
	FR0011120377	COVÉA ACTIONS FRANCE	41 302 443,78
	FR0013312642	COVÉA AERIS PART I	16 383 313,90
	FR0013312675	COVÉA AQUA PART I	15 442 288,00
	FR0000939969	COVÉA EURO SOUVERAIN C	27 680 420,25
	FR0000441651	COVÉA EURO SPREAD D	27 434 618,53
	FR0011134535	COVÉA HAUT RENDEMENT I	17 742 660,90
	FR0000931446	COVÉA MOYEN TERME	68 112 917,60
	FR0000289472	COVÉA OBLIGATIONS C	8 824 025,36
	FR0011070762	COVÉA OBLIGATIONS CONVERTIBLES IC	27 176 876,91
	FR0000939936	Covéa OBLIG INTER	33 109 253,94
	FR0010567537	COVÉA PERSPECTIVE ENTREPRISE I	20 992 920,80
	FR0014001BL7	COVÉA RENOUVEAU FRANCE Part I	1 366 688,87
	FR0000931412	COVÉA SECURITE G	154 395 034,09
	FR0000002164	COVÉA SELECTIF C	12 920 500,63
	FR0014003YU6	COVÉA SELECTION UK Part I EUR	5 505 658,83
	FR0013312683	COVÉA SOLIS PART I	14 651 404,80
	FR0013312733	COVÉA TERRA PART I	17 639 773,04
	FR0010567487	MMA EURO ACTIONS I 3DEC	17 321 632,58
	FR0000441628	MMA EUROPE HORS EURO FCP 3DEC	44 317 170,80
Instruments financiers à terme			
Total des titres du groupe			685 069 079,85

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	31/12/2021	31/12/2020
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau		
Résultat	-9 218 106,27	-7 986 297,73
Total	-9 218 106,27	-7 986 297,73

	31/12/2021	31/12/2020
Part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	-8 944 598,28	-7 720 784,81
Total	-8 944 598,28	-7 720 784,81

	31/12/2021	31/12/2020
Part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE D		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	-273 507,99	-265 512,92
Total	-273 507,99	-265 512,92

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	31/12/2021	31/12/2020
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	3 235 672,63	1 471 833,46
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	3 235 672,63	1 471 833,46

	31/12/2021	31/12/2020
Part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	3 139 667,87	1 422 900,82
Total	3 139 667,87	1 422 900,82

	31/12/2021	31/12/2020
Part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE D		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	96 004,76	48 932,64
Total	96 004,76	48 932,64

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021
Actif net Global en EUR	668 277 653,60	726 617 550,49	827 029 920,14	870 304 048,20	903 174 327,14
Part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE C en EUR					
Actif net	631 611 669,07	694 131 580,73	795 509 282,86	841 369 876,79	876 376 478,79
Nombre de titres	47 928 007,0505	55 552 823,9219	59 106 007,8613	61 738 832,9664	63 088 863,6212
Valeur liquidative unitaire	13,17	12,49	13,45	13,62	13,89
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	0,14	0,27	-0,11	0,02	0,04
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,10	-0,11	-0,11	-0,12	-0,14
Part COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE D en EUR					
Actif net	36 665 984,53	32 485 969,76	31 520 637,28	28 934 171,41	26 797 848,35
Nombre de titres	1 383 099,2180	1 292 441,6092	1 164 212,1432	1 055 439,3184	958 986,9107
Valeur liquidative unitaire	26,51	25,13	27,07	27,41	27,94
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	0,29	0,55	-0,23	0,04	0,10
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,21	-0,22	-0,23	-0,25	-0,28

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Obligations et valeurs assimilées				
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
FRANCE				
ALSTOM 0.0% 11-01-29	EUR	4 300 000	4 145 931,00	0,46
ARKEMA 0.125% 14-10-26 EMTN	EUR	2 000 000	2 005 331,64	0,22
SUEZ 0.0% 09-06-26 EMTN	EUR	6 800 000	6 754 338,00	0,75
TELEPERFORMANCE	EUR	3 100 000	3 047 260,08	0,34
TOTAL FRANCE			15 952 860,72	1,77
JAPON				
NIDEC 0.046% 30-03-26	EUR	2 691 000	2 676 960,72	0,30
TOTAL JAPON			2 676 960,72	0,30
PAYS-BAS				
BMW FIN 0.0% 11-01-26 EMTN	EUR	4 000 000	3 995 540,00	0,44
TOTAL PAYS-BAS			3 995 540,00	0,44
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			22 625 361,44	2,51
TOTAL Obligations et valeurs assimilées			22 625 361,44	2,51
Titres de créances				
Titres de créances négociés sur un marché réglementé ou assimilé				
FRANCE				
FREN REP PRES ZCP 09-03-22	EUR	15 000 000	15 022 926,66	1,66
FREN REP PRES ZCP 13-07-22	EUR	35 000 000	35 129 573,48	3,89
TOTAL FRANCE			50 152 500,14	5,55
TOTAL Titres de créances négociés sur un marché réglementé ou assimilé			50 152 500,14	5,55
TOTAL Titres de créances			50 152 500,14	5,55
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
CANDRIAM LONG SHORT CREDIT Part R EUR	EUR	33 679	3 554 144,87	0,39
CANDRIAM RISK ARBITRAGE Part I	EUR	3 682	5 609 011,52	0,63
COV.ACT.RENDEM.4D	EUR	279 147	42 092 576,13	4,66
COVÉA-ACT EUR-I	EUR	171 112	47 014 733,12	5,20
COVÉA ACTIONS AMERIQUE MID CAP IC 4DEC	EUR	35 745	3 780 391,20	0,42
COVÉA ACTIONS CROISSANCE I	EUR	72 603	10 332 132,93	1,15
COVÉA ACTIONS EUR.C FCP 4DEC	EUR	31 345,4472	9 529 642,86	1,05
COVÉA ACTIONS FRANCE	EUR	199 442	41 302 443,78	4,58
COVÉA AERIS PART I	EUR	112 015	16 383 313,90	1,81
COVÉA AQUA PART I	EUR	97 736	15 442 288,00	1,71
COVÉA EURO SOUVERAIN C	EUR	505 025	27 680 420,25	3,07
COVÉA EURO SPREAD D	EUR	1 820 479	27 434 618,53	3,04
COVÉA HAUT RENDEMENT I	EUR	143 805	17 742 660,90	1,96
COVÉA MOYEN TERME	EUR	270 482,5574	68 112 917,60	7,54

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

	Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
	COVÉA OBLIGATIONS C	EUR	70 462,5518	8 824 025,36	0,98
	COVÉA OBLIGATIONS CONVERTIBLES IC	EUR	1 041	27 176 876,91	3,01
	Covéa OBLIG INTER	EUR	979 274	33 109 253,94	3,66
	COVÉA PERSPECTIVE ENTREPRISE I	EUR	71 018	20 992 920,80	2,32
	COVÉA RENOUVEAU FRANCE Part I	EUR	1 193	1 366 688,87	0,15
	COVÉA SECURITE G	EUR	703 186	154 395 034,09	17,10
	COVÉA SELECTIF C	EUR	236 163,4185	12 920 500,63	1,43
	COVÉA SELECTION UK Part I EUR	EUR	5 409	5 505 658,83	0,61
	COVÉA SOLIS PART I	EUR	99 534	14 651 404,80	1,62
	COVÉA TERRA PART I	EUR	109 103	17 639 773,04	1,96
	MMA EURO ACTIONS I 3DEC	EUR	87 878	17 321 632,58	1,92
	MMA EUROPE HORS EURO FCP 3DEC	EUR	489 260	44 317 170,80	4,90
	TOTAL FRANCE			694 232 236,24	76,87
	LUXEMBOURG				
	AGIF ALLIANZ VOLATILITY STRATEGY FUND IT	EUR	4 972	5 165 261,64	0,57
	Allianz Global Investors Fund - Allianz Credit Opportunities	EUR	4 335	4 535 927,25	0,50
	DNCA INVEST-ALPHA BONDS CLASS I	EUR	35 523	3 896 517,87	0,43
	DNCA INV-MIUR-IEUR	EUR	52 493,3815	6 949 073,84	0,77
	ELEV-ABS LRET EUR FD-IEURA	EUR	5 294	6 630 258,54	0,74
	EXANE FDS 1 CERES FUND CL.A C.	EUR	303	5 538 788,49	0,61
	EXANE FUNDS 2 SICAV EXANE PLEIADE FUND S EUR CAP	EUR	614	6 989 315,50	0,77
	GS ABSOLUTE RETURN TR-IEURH	EUR	418 425	5 255 418,00	0,58
	HELIUM FUND- CLASS I - EUR	EUR	6 834	7 949 308,80	0,88
	HGIF MULTI ASSET STYLE FACTORS X CAP	EUR	647 706	6 877 342,31	0,76
	JANUS HENDERSON FUND SICAV JANUS HENDERSON GLOBAL EQUITY MAR	EUR	481 403	4 840 555,31	0,54
	JPMorgan Investment Funds SICAV - Income Opportunity Fund	EUR	61 428	4 716 441,84	0,53
	PICTET TOT RET ATLAS HI EUR	EUR	46 941	5 879 829,66	0,65
	Threadneedle (Lux) - Credit Opportunities 2E (EUR Accumulati	EUR	746 145	7 608 365,95	0,84
	TOTAL LUXEMBOURG			82 832 405,00	9,17
	TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			777 064 641,24	86,04
	TOTAL Organismes de placement collectif			777 064 641,24	86,04
	Instrument financier à terme				
	Engagements à terme fermes				
	Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				
	EURO STOXX 50 0322	EUR	-2 343	-1 734 111,77	-0,20
	FGBL BUND 10A 0322	EUR	-96	326 400,00	0,04
	TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			-1 407 711,77	-0,16
	TOTAL Engagements à terme fermes			-1 407 711,77	-0,16
	TOTAL Instrument financier à terme			-1 407 711,77	-0,16
	Appel de marge				

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

	Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
	APPEL MARGE CACEIS	EUR	1 407 711,78	1 407 711,78	0,16
	TOTAL Appel de marge			1 407 711,78	0,16
	Créances			7 383 939,02	0,81
	Dettes			-777 434,93	-0,08
	Comptes financiers			46 725 320,22	5,17
	Actif net			903 174 327,14	100,00